

DÉMOCRATIES FATIGUÉES 116 Le philosophe Jürgen Habermas enjoint à Angela Merkel de saisir les propositions d'Emmanuel Macron pour sortir l'Europe de la régression économique et politique dont les populismes sont le symptôme

# Les populismes de droite proviennent de l'absence de volonté politique en Europe

Par JÜRGEN HABERMAS

Dans le cadre des négociations menées autour des propositions de réforme émises par Emmanuel Macron, l'Allemagne – avec à sa remorque les pays dits bailleurs – renâcle à transformer une union monétaire fonctionnant pour l'instant dans des conditions sous-optimales en une union politique de la zone euro.

Afin d'atteindre un tel objectif, une zone euro démocratique ne devrait pas seulement être conçue pour résister à toutes les tempêtes spéculatives – avec une union bancaire controversée et sa procédure de règlement des passifs, avec une garantie commune des dépôts protégeant les avoirs des épargnants et un fonds monétaire contrôlé au niveau européen. Une zone euro démocratique devrait surtout être dotée des compétences et des moyens budgétaires nécessaires pour que cessent de se creuser les écarts économiques et sociaux entre Etats membres. Il n'est pas seulement question ici de stabilisation en matière fiscale mais de convergence. C'est dire que les Etats membres les plus puissants sur les plans économique et politique doivent se montrer décidés à honorer enfin ce à quoi ils s'étaient engagés : mettre en place une monnaie unique menant à la convergence des situations économiques respectives des Etats membres.

Le populisme de droite peut pratiquer la surenchère en s'appuyant sur les préjugés à l'encontre des migrants et aviver les peurs des classes moyennes, désarçonnées comme elles le sont devant certains phénomènes de la modernité ; mais les symptômes ne sont pas le mal. La cause de la régression politique, plus profonde, réside dans une déception cruelle : ce n'est pas seulement que l'Union européenne actuelle ne dispose pas de la capacité d'agir politique qui s'imposerait pour lutter contre les inégalités endémiques se constatant au sein des Etats membres mais également entre eux ; c'est aussi et surtout que l'Union européenne actuelle n'entend pas *devenir* capable d'un agir politique, et que cette absence de volonté politique n'échappe à personne,

et surtout pas à ceux qui souffrent le plus de ces inégalités. Le populisme de droite n'est que le fruit vénéneux de cette absence de volonté politique de l'Union européenne.

Une Union européenne capable d'agir politiquement ferait du cœur de l'Europe – actuellement en pleine désagrégation – la seule force susceptible de lutter contre la destruction de notre modèle social si vertueux. Dans sa Constitution actuelle, l'Union ne peut qu'accélérer ce dangereux processus de déstabilisation. Si l'Europe se désagrège – répondant en cela au désir d'un

Trump –, c'est parce que les peuples européens ont parfaitement conscience, de façon toujours plus vive, et ô combien réaliste, qu'il manque la ferme volonté politique d'enrayer cette logique délétère. Bien loin d'une telle volonté, les élites politiques s'effondrent dans un opportunisme frileux – des girouettes suivant servilement les instituts de sondages dans l'espoir de se maintenir au pouvoir, prisonnières comme elles le sont du court terme.

## UN SYSTÈME DE RÈGLES RIGIDES

Une démarche politique courageuse suppose de se rallier des majorités au prix d'une polarisation. L'absence générale de courage est d'autant plus ironiquement accablante que les majorités prêtes à se montrer solidaires d'une telle démarche sont bien là, à l'état latent, depuis fort longtemps. Il me semble que les élites politiques, et au premier chef les partis sociaux-démocrates, fort timorés, n'exigent pas assez de leurs électeurs sur le plan des valeurs. Il ne s'agit pas là d'une pure projection d'idéaux philosophiques déçus. Les travaux d'un Jürgen Gerhards et de son groupe de recherche confirment l'existence, au sein des Etats membres, non seulement d'une conscience européenne solidaire, bien distincte de la conscience nationale, mais aussi d'une bonne disposition générale – qui se constate dans des proportions étonnamment élevées – à soutenir des politiques européennes qui seraient d'authentiques politiques de redistribution transnationale.

La crise italienne est peut-être la dernière occasion de réfléchir à cette situation obscure, où est imposé à l'union monétaire européenne, au seul bénéfice de ses membres économiquement les plus puissants, un système de règles rigides, excluant toute marge de manœuvre et toute compétence susceptible d'autoriser un agir conjoint dont la souplesse viendrait compenser de telles règles. C'est pourquoi la première et modeste avancée en direction d'un budget de la zone euro, arrachée par Emmanuel Macron à Angela Merkel, revêt une si grande importance symbolique. Il est permis de s'étonner qu'un gouvernement ainsi acculé accepte de vendre au compte-gouttes sa résistance féroce à toute avancée vers plus d'intégration.

Chose inexplicable, le gouvernement allemand semble persuadé de pouvoir convaincre ses partenaires de faire cause commune sur la politique migratoire, la politique étrangère et le commerce extérieur tout en faisant obstruction sur cette question centrale, littéralement vitale, qu'est le développement politique de la zone euro.

Tandis que le gouvernement allemand pratique la politique de l'autruche, le président français, lui, affirme sa volonté de faire de l'Europe un acteur présent sur la scène

internationale, un acteur décidé à lutter pour un ordre mondial libéral et plus juste. La presse allemande a présenté le compromis de Meseberg de façon fort trompeuse. Elle a en effet laissé accroire que le feu vert d'Angela Merkel à un budget de la zone euro représentait pour Emmanuel Macron un succès dont il avait besoin d'urgence, et qu'il aurait obtenu en échange de son soutien à la politique de la chancelière en matière d'asile. Cette façon de présenter les choses gomme une différence cruciale : M. Macron a au moins réussi à mettre sur les rails un projet ambitieux, qui excède de loin les intérêts d'un seul pays, tandis que Mme Merkel ne fait que se battre pour sa propre survie politique. Le président Macron est critiqué, non sans raison, pour les réformes sociales inégalitaires qu'il met en œuvre en France, mais il se montre très supérieur aux autres dirigeants européens par sa hauteur de vue sur chaque problème actuel ; c'est sa hauteur de vue qui lui permet de ne pas être seulement dans une posture réactive. Si Emmanuel Macron se distingue des autres dirigeants, c'est par son courage : il ose une politique *créative* dont les succès viennent réfuter le poncif sociologique voulant que la complexité de nos sociétés modernes n'autoriserait désormais guère plus qu'une posture réactive soucieuse d'éviter les conflits.

## SARCASMES

La situation actuelle est historiquement inédite, et l'idée droit venue de l'Antiquité selon laquelle le déclin succéderait immanquablement à l'apogée des empires ne nous est ici d'aucun secours. La société mondiale, de plus en plus intégrée sur le plan fonctionnel, reste fragmentée sur le plan politique.

Cette neutralisation de la politique ne peut que nous inciter à franchir ce seuil qui intimide tant et même effraie nos contemporains : je pense bien sûr au passage à ces formes supranationales d'intégration politique qui exigent de tout citoyen d'un Etat membre, avant de glisser un bulletin dans l'urne, qu'il se mette à la place du citoyen d'un autre – par-delà les frontières nationales. Trop accaparés par leurs sarcasmes, les apôtres du réalisme politique ont vite fait d'oublier à quel point leur vision du monde répond au schéma d'une guerre froide entre acteurs rationnels. Où se trouve la rationalité de l'agir dans l'arène contemporaine ? D'un point de vue historique, le passage à une Union européenne capable d'agir politiquement s'inscrit dans la continuité d'un processus d'apprentissage qui fut déclenché par l'apparition de la conscience nationale au XIX<sup>e</sup> siècle. Cette conscience nationale, ce sentiment d'appartenir à une communauté nationale transcendant celles du village, de la ville et de la région, ne relève pas d'un processus de géné-

ration spontanée. Elle a toujours été le fruit d'un travail, celui d'élites influentes soucieuses d'adapter les rapports fonctionnels qui existaient déjà entre leurs Etats et leurs économies nationales modernes respectives. Aujourd'hui, les populations nationales sont ébranlées par les impératifs fonc-

tionnels politiquement incontrôlables d'un capitalisme mû par des marchés financiers échappant à toute régulation. La bonne réponse ne saurait consister en un repli effaré derrière les frontières nationales. ■

*Traduit de l'allemand par Frédéric Joly*

*Prochain épisode Monique Canto-Sperber*

## LE CONTEXTE

Le texte ici publié est une partie du discours qu'a prononcé Jürgen Habermas le 4 juillet à l'occasion de la remise, à Berlin, du Grand Prix franco-allemand des médias 2018. On ne s'étonnera pas qu'un tel prix soit décerné à l'auteur de « L'Espace public ». Non content d'avoir sérieusement envisagé dans ses jeunes années une carrière de journaliste, Habermas n'a pas cessé, sa vie durant, d'intervenir dans les colonnes des plus grands journaux européens, dont il a toujours souligné le rôle crucial – à l'échelle de la nation comme à celle de l'Europe. Et c'est bien le défenseur infatigable d'une Europe politique ambitieuse qui, une fois de plus, a été salué le 4 juillet. Mais les cérémonies officielles n'ont jamais poussé le philosophe à éluder les sujets qui fâchent ni à recourir aux euphémismes, et celle-ci n'a pas fait exception. Il a ainsi saisi cette occasion pour tancer sévèrement, une fois encore, le « chauvinisme de la prospérité » de l'Allemagne, son indestructible bonne conscience et ce qu'il considère être le manque de courage de son gouvernement, renouvelant par la même occasion la sympathie exigeante que lui inspirent les initiatives européennes du président Macron. Face aux appels à la « loyauté » de la chancelière, qui, à ses yeux, se ramènent à de simples injonctions d'une « chef » autoritaire et fragilisée, Habermas en a appelé avec ferveur à une politique de la solidarité, faite d'une véritable confiance, entre Etats égaux. Le seul moyen selon lui de générer sur la durée un authentique agir politique commun. **FRÉDÉRIC JOLY**

J

**Jürgen Habermas** est un philosophe allemand traduit dans le monde entier, et l'un des principaux représentants de la deuxième génération de l'école de Francfort, auteur d'une œuvre notamment tournée vers la question européenne, comme « *La Constitution de l'Europe* » (Gallimard, 2012). Il a récemment publié « *Parcours 1 (1971-1989). Sociologie et théorie du langage. Pensée postmétaphysique* » (Gallimard, 576 pages, 24 euros), « *Parcours 2 (1990-2017). Théorie de la rationalité. Théorie du langage* », Gallimard, 656 pages, 26 euros)